

MARCHÉ PUBLIC de FOURNITURES COURANTES et SERVICES (FCS)
Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) en date du

Objet du marché
**Entretien et maintenance des réseaux d'assainissement des CEI, Aires de repos et
de l'assainissement de surface de la RN145**

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Généralités

Les prestations du présent marché sont indiquées au CCTP, ainsi que leurs lieux d'exécution et leurs éventuelles décompositions en tranches et en lots.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Chaque bon de commande (BDC) précisera :

- la référence du marché, le lot, la période, le n° du BDC et le N° d'engagement juridique (EJ) du BDC
- la quantité, le prix et le montant par catégorie / nature des produits
- les montants HT, TVA et TTC de la commande
- le délai d'exécution,
- les lieux de livraison, le(s) nom(s) et le numéro de téléphone de(s) personne(s) à contacter et chargée(s) de la constatation du service fait
- les conditions particulières d'exécution du marché, prioritaires sur celles énoncées au CCAP.

Les commandes seront signées, selon leurs montants, par le RPA ou le Chef du S.G., ou le chef du SPT, ou le Chef de district (voir la personne désignée à l'acte d'engagement).

Elles pourront être établies dès notification du marché jusqu'à l'expiration de la durée du marché indiquée à l'acte d'engagement (AE). Elles pourront s'exécuter au-delà de la durée du marché, majorée de 1 mois (voir stipulations sur l'AE).

En cas de marché reconductible, si le RPA ne souhaite pas reconduire le marché, il doit se prononcer dans un délai de deux (2) mois avant la fin de la validité de la période en cours.

1.2 Intervenants

Le chef du SPT, ou le Chef du S.G. ou le Chef de district désigné à l'acte d'engagement (AE) représente le pouvoir adjudicateur (RPA).

Les intervenants éventuels externes à la DIR seront précisés au titulaire après notification du marché.

1.3 Notifications

Les notifications et correspondances du RPA avec le titulaire seront effectuées par tout agent mandaté par lui, par échanges électroniques via la plate-forme dématérialisée de l'État (PLACE) ou par courriel avec accusé de réception automatique. Le titulaire accepte pour cela de recevoir les échanges sur sa boîte électronique précisée au marché, éventuellement modifiée ultérieurement.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception d'une notification, il est réputé l'avoir reçue le jour suivant la date d'envoi.

Si cela est jugé nécessaire par le RPA ou son représentant ou par le titulaire, les échanges peuvent se faire par télécopie (avec accusé de réception automatique) ou par courrier postal (sans recommandé, sauf si c'est imposé par la réglementation) ou par remise en main propre (avec accusé de réception sous forme papier). Dans ce cas particulier où une décision ou information fait courir un délai en heures, une télécopie sera adressée au titulaire et celui-ci sera réputé l'avoir reçue une (1) heure après l'envoi.

Les documents envoyés par courriels ne sont pas nécessairement signés. L'original est conservé par l'expéditeur. Les courriers scannés sont assimilés à des copies.

1.4 Réglementation du travail

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par l'Organisation Internationale du Travail, de communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas de sous-traitant étranger, le droit français est applicable et les tribunaux français seuls compétents.

1.5 Assurances

Le RPA se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être exigé, la souscription de garanties complémentaires à celles exigées par la réglementation ou le CCAG, s'il lui apparaissait que les risques couverts par les polices d'assurance du titulaire sont insuffisants.

1.6 Prestations similaires

Le RPA se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, en application de l'article R. 2122-7 du décret 2018-1075.

1.7 Clauses sociales et environnementales :

- Description des mesures mise en œuvre par le candidat pour répondre aux enjeux environnementaux et réduire l'empreinte carbone de son activité liée au présent accord-cadre.

Ces mesures portent sur les actions visant à améliorer la performance en matière de protection de l'environnement du candidat en termes d'équipements techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations (utilisation de véhicules propres par exemple) et de gestion des déchets produits lors de l'exécution des prestations (utilisation de filières de recyclage, gestion du tri).

- Description des mesures mise en œuvre par le candidat pour limiter les nuisances olfactives du chantier et éviter toute pollution accidentelle en conformité avec la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ par ordre de priorité (dérogation à l'art 4-1 du CCAG)

A- Les pièces particulières sont : l'acte d'engagement (AE) signé par le titulaire et le RPA, le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe sur la santé et sécurité au travail à la DIR Centre-Ouest et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont les dates de référence sont précisées à l'AE ; ainsi que les documents indiqués à l'AE ;

B- Les pièces générales sont : le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés de fournitures courantes et services (FCS) en vigueur au premier jour du mois précédent la date de publication sur le profil acheteur ;

Ainsi que : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Seuls font foi les documents originaux du marché détenus par l'administration.

ARTICLE 3. PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 **Tranches optionnelles** : Il n'y a pas d'indemnité de dédit ou d'attente.

3.2 Contenu des prix

Les décompositions des prix forfaitaires et sous-détails des prix unitaires doivent être fournis dans les **dix (10)** jours à compter de la demande du gestionnaire.

Les prix sont établis en tenant compte notamment des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), depuis la notification du marché jusqu'à la fin du délai de garantie minimale d'un an.

Les prix sont établis sans que soient prises en compte les sujétions d'exécution suivantes : néant.

3.3 Variation des prix

Pour un marché reconductible, les prix sont fermes la première l'année. L'ajustement est proposé annuellement par le titulaire au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire du marché. A défaut, les prix initiaux sont reconduits pour l'année suivante. L'augmentation annuelle des prix ne pourra pas être supérieure à 1%.

3.4 Paiements

Le paiement des prestations s'effectuera sur présentation des factures. Les mentions à préciser sur celles-ci seront les suivantes :

Le n° et l'objet du marché, la période, le lot, les références et la date du bon de commande (BDC), la date de réalisation des prestations et impérativement le n° d'engagement juridique (EJ).

Les factures devront être adressées par voie dématérialisée à l'adresse suivante :

Portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Références à mentionner impérativement sur la facture :

N° SIRET DE L'ÉTAT : 11000201100044
N° EJ sans espace

Pour les ACBC, ces références seront rappelées sur chaque bon de commande.

Les factures des marchés uniques et des BDC pourront faire l'objet de paiements partiels. Les factures seront établies après constatation totale ou partielle du service fait.

Les ACBC pourront être soldés soit tacitement à l'issue du délai de validité du marché ou de la période, soit lorsque le montant maximum est atteint, soit par décision du RPA.

3.5 Groupement solidaire

En cas de groupement solidaire, le règlement des prestations sera effectué sur un compte unique au nom des membres du groupement ou du mandataire (article 12-1-2 du CCAG).

ARTICLE 4. DÉLAIS - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4.1 Durée du marché et délais d'exécution : voir l'acte d'engagement (AE).

Les délais partiels éventuellement fixés à l'AE partent de la date fixée par l'ordre de service (OS) de démarrer l'exécution de la prestation.

4.2 Pénalités autres que celles prévues au CCAG (dérogation à l'article 14-1 du CCAG) :

- *Retard dans l'exécution des prestations* : la pénalité journalière sera de **500 €** par jour de retard.
- *Documents non fournis après exécution* : pénalité forfaitaire de **200 €** cumulable applicable sur constat unilatéral de carence du titulaire.
- *Autres pénalités* : néant

4.3 Primes d'avance : néant

4.4 Interventions d'urgence :

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Retenue de garantie : voir l'acte d'engagement.

En cas d'avance acceptée par le titulaire, son paiement intervient sans formalité à partir de la notification de chaque engagement juridique (EJ) d'un montant supérieur à 50 000 € HT et de délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

ARTICLE 6. MATÉRIAUX ET PRODUITS

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée

au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 Période de préparation :

En cas de période de préparation prévue à l'acte d'engagement (AE), il est procédé par le titulaire, au cours de cette période, à l'établissement des documents suivants : néant

Le-maître d'œuvre valide ces documents avant de lancer l'exécution proprement dite du marché.

7.2 Programme d'exécution :

7.3 Conditions d'exécution

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis au règlement intérieur de l'établissement du RPA.

Le RPA se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie. Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire déclare prendre en charge les installations du RPA sans réserve.

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation rédigée en langue française nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

7.4 Conditions d'intervention :

7.5 Formation :

7.6 Hygiène et Sécurité :

La DIR Centre Ouest est certifiée ISO 45001 depuis le 01/12/2023, sur son organisation en matière de Santé et de Sécurité au Travail. A ce titre, la structure place la sécurité et la santé au travail de ses agents et au cœur de ses préoccupations et de ses actions. Elle apporte également une vigilance accrue à la sécurité de l'ensemble des travailleurs (intervenants extérieurs, partenaires...) et des usagers.

Il est demandé aux entreprises partenaires d'adhérer à cette démarche d'amélioration.

Ainsi, le titulaire devra :

- respecter l'ensemble des dispositions légales en vigueur en matière de santé et sécurité au travail
- prendre connaissance de la politique de prévention de la DIR Centre-Ouest en matière d'hygiène et de sécurité
- veiller que les intervenants disposent des autorisations de conduite des engins en sécurité en adéquation avec les matériels utilisés
- disposer des autorisations de circulation à pieds sur le réseau DIR Centre-Ouest concerné par les prestations demandées
- avoir à disposition l'ensemble des Équipements de Protections Individuels en adéquation avec les prestations demandées
- s'assurer de respecter les règles d'accès aux différentes zones d'interventions après la consultation du CEI concerné

- établir, le cas échéant et avec le site concerné, un plan de prévention ou une coordination sécurité et protection de la santé (CSPS), avant son intervention.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSION et GARANTIES

8.1 Vérifications et essais :

8.2 Admission

La constatation de service fait vaut admission des prestations.

8.3 Garanties particulières

Les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions du code civil.

ARTICLE 9. RÉSILIATION :

ARTICLE 10. CLAUSE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Il est fait application de l'article 5-1 et 5-2 du CCAG FCS 2021.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

<i>Articles dérogatoires</i>	<i>Articles dérogés</i>	<i>Articles dérogatoires</i>	<i>Articles dérogés</i>
CCAP 2 : priorité des pièces	4-1 du CCAG	CCAP 4-2 : pénalités	14-1 du CCAG
AE 2-2 variation des prix CCAP 3-3 variation des prix	10-1 du CCAG		